

ENSAPE-MAPA 2025-02-BdA

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

**Fourniture de bons d'achats
pour étudiants en architecture**

Octobre 2025

1. Dispositions générales

1.1 Pouvoir adjudicateur : École Nationale Supérieure d'Architecture Paris-Est (ENSAPE-MAPA 2025-02-BdA).

1.2 Objet du marché : accord-cadre relatif à la fourniture de bons d'achats (papiers et/ou dématérialisés) destinés aux étudiants en architecture de l'ENSA Paris-Est, conformément au CCTP fourni.

1.3 Forme du marché : Le présent marché est soumis aux dispositions de l'article L2123-1 du Code de la commande publique. Il s'agit d'un marché passé en procédure adaptée. C'est un marché public de fournitures. Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

Conformément aux articles L2113-10 et L2113-11 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre ne sera pas alloti. Cet accord-cadre est un marché global, aucune prestation distincte ne peut être identifiée. Les prestations distinctes s'entendent comme des prestations de natures différentes et répondant à des besoins dissociables. Ce n'est pas le cas dans le présent accord cadre. Il est mono attributaire.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de **130 000 € HT sur 4 ans**. Les prestations sont exécutées uniquement après émission de bons de commande.

Conformément à l'article R. 2122-2 du Code de la commande publique, l'acheteur peut passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables à la suite du présent marché.

1.4 Référence au Code : Le marché est soumis au Code de la commande publique (notamment article L2123-1 et dispositions applicables).

2. Durée — effet — reconduction

2.1 Durée du marché : Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de la date de notification. Il pourra être reconduit trois fois par période d'un an par tacite reconduction sauf en cas de dénonciation de l'accord-cadre par le représentant du pouvoir adjudicateur notifié au titulaire au plus tard trois mois avant la date anniversaire de l'accord cadre.

2.2 Durée de validité des bons : les bons sont valables au maximum douze (12) mois à compter de leur émission ; le titulaire s'engage à proroger automatiquement, sans frais, la validité des bons non utilisés jusqu'à la fin de l'année universitaire en cours ou à rembourser dans les conditions prévues au CCTP.

3. Pièces constitutives de l'accord cadre

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, par ordre de priorité décroissante, les pièces constitutives du présent accord-cadre sont :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - o annexe 1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - o annexe 2 : la déclaration de sous-traitant (formulaire DC4) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre d'énumération.

4. Délai de validité des offres et variantes

Le délai de validité des offres est fixé à cent-quatre-vingts jours (180) jours à compter de la date limite de réception des offres.

Les candidats sont autorisés à présenter une variante.

5. Négociation et modification

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les différents candidats conformément aux dispositions de l'article R2123-5 du code de la commande publique. La négociation peut porter sur l'ensemble des éléments techniques et financiers de l'offre des candidats admis à négocier. À ce titre, des documents complémentaires pourraient être demandés aux candidats afin de justifier la pertinence de leur offre.

L'Ensa Paris Est se réserve le droit de procéder à des modifications du marché dans les conditions fixées aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique. Le réexamen du marché a pour but de revoir les prestations qui n'auraient pas été décrites dans le CCTP et présentant un besoin devenu récurrent. Les prix de nouvelles prestations devront alors être fixés en cohérence avec les autres prix. Le titulaire adressera un devis. Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant.

6. Montant — bons de commande

6.1 Montant maximum global : 130 000 € HT sur 4 ans.

6.2 Bons de commande : émission au fur et à mesure des besoins ; pas de montant minimum. Chaque bon de commande précise le montant, le bénéficiaire, la référence du marché et la durée de validité du bon. L'émission d'un bon de commande devra être précédée par une demande de devis, devis qui devra, le cas échéant, être validée par le pouvoir adjudicateur.

7. Prix — modalités de facturation et paiement

7.1 Prix : le marché est conclu aux prix unitaires indiqués dans l'offre retenue. (Bordereau des prix unitaires (BPU) en annexe.) conformément aux quantités réellement exécutées et sur la base de bons de commande.

Les prix, en euros, sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais afférents aux prestations (formation des personnels, établissement devis et factures, assurances, les marges pour risque et les marges bénéficiaires etc.) et les matériels. Les prix devront tenir compte des contraintes d'accès au site.

En cas de sous-traitance, le prix de l'accord-cadre est réputé couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles. Dans le cadre d'un groupement, la rémunération du mandataire comporte la coordination des prestations ; ces frais comprennent l'ordonnancement, le pilotage et la marge pour défaillance éventuelle des cotraitants.

Les prix sont fermes, non révisables et définitifs pour la durée du marché.

7.2 Facturation et délais de paiement : paiement à 30 jours suivant réception de la facture régulière et des justificatifs exigés, sauf disposition réglementaire contraire. Les intérêts moratoires sont dus en cas de retard conformément au Code de la commande publique. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points

Chaque facture devra être déposée, de manière dématérialisée, sur le portail Chorus- Pro.

8. Modalités d'exécution / livraison

8.1 Bons papier : livraison à l'adresse indiquée par le pouvoir adjudicateur sous **7 jours** (délai de mise à disposition pour bons papier).

8.2 Bons dématérialisés : activation et mise à disposition via une plateforme sécurisée **immédiatement** (ou dans le délai contractuel) ; les supports dématérialisés doivent être nominatif(s) et consultables hors connexion (téléchargement du bon au préalable par exemple).

8.3 Disponibilité : les bons doivent être disponibles au plus tard **10 jours ouvrés** à compter de la notification du bon de commande.

8.4 Récépissé : toute livraison doit être accompagnée d'un récépissé comportant la date d'expédition, référence du marché et du bon de commande, identification du destinataire, quantité et conditionnement.

9. Conditions d'utilisation et contrôle

9.1 Affectation : les bons sont réservés exclusivement aux étudiants de l'ENSA PARIS EST et à l'acquisition de matériel pédagogique et technique listé au CCTP (fournitures de dessin, matériel de maquette, reprographie, etc.). Sont exclus alimentation, habillement, produits électroniques grand public non pédagogiques.

9.2 Sécurité : les bons doivent être sécurisés (numérotation, code-barres, puce, code unique, etc.) pour assurer traçabilité et protection contre la falsification.

9.3 Contrôles : le titulaire garantit que seul le bénéficiaire peut utiliser le bon ; le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier les justificatifs, factures et rapports d'usage. Les modalités de contrôle doivent être décrites dans le mémoire technique du candidat.

10. Rapport annuel

Le titulaire transmettra chaque année, dans les **15 jours** suivant la date anniversaire du marché, un rapport détaillé (répartition par étudiant, type de matériel acheté, montants utilisés).

11. Garanties et responsabilité

11.1 Garantie en cas de cessation d'activité : en cas de mise en redressement judiciaire, liquidation ou cessation d'activité, le titulaire (ou son liquidateur) devra assurer la continuité d'utilisation des bons déjà émis ou rembourser la valeur faciale dans un délai maximum de **60 jours** ; en cas d'impossibilité de prolongation validité, remboursement sous **30 jours** comme précisé au CCTP.

11.2 Responsabilité : le titulaire est responsable des fautes d'exécution, des fautes de sécurité et du respect des obligations légales et réglementaires.

12. Sous-traitance

Toute sous-traitance doit être déclarée et acceptée par le pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions du Code de la commande publique. Le titulaire demeure responsable de l'exécution et du comportement des sous-traitants. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies aux articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique.

13. Pénalités — résiliation

13.1 Retard de mise à disposition : en cas de non-respect des délais contractuels (ex. disponibilité des bons), des pénalités seront appliquées calculées sur le montant du bon non mis à disposition :

0,5 % du montant du bon non mis à disposition, par jour calendaire de retard, sera appliquée, dans la limite de **10 % du montant total du marché**.

13.2 Résiliation :

Pour faute : en cas de manquements graves ou répétés, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché après mise en demeure restée sans effet, sans préjudice des indemnités et réparations.

La résiliation est également possible pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 38 du CCAG-FCS.

14. Propriété intellectuelle et données personnelles

14.1 Propriété : les supports, applications et codes fournis restent la propriété du titulaire sauf stipulation contraire.

14.2 Données personnelles : le titulaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles (RGPD) pour les données des bénéficiaires.

15. Développement durable / RSE

Le titulaire s'engage, dans la mesure du possible, à privilégier des supports papier recyclés (FSC/PEFC), limiter les impressions et réduire l'empreinte carbone des livraisons.

Le(s) candidat (s) devra/ont mettre en avant dans son/leur offre tous les éléments témoignant d'une prise en compte des problématiques liées au développement durable (responsabilité sociale, sociétale et environnementale) et respecter tous les moyens mis en avant dans son/leur offre en matière de développement durable et d'intégration sociale.

Les offres des candidats seront examinées sur ce point à l'aide de critères d'analyse détaillés dans le règlement de consultation.

16. Litiges — droit applicable

16.1 Droit applicable : droit français.

16.2 Mode de règlement : tribunal administratif compétent pour les litiges relatifs à la passation ; clauses de médiation / conciliation possibles avant saisine judiciaire.

Annexes

- CCTP (document fourni).
- Bordereau des prix unitaires (à compléter par le candidat).
- Modèle de bon
- Cahier des charges sécurité / RGPD (si applicable).